



Le dimanche 2 août 2015

Siège du camp *Liberty* : Députés britanniques appellent l'ONU au secours

Le 28 juillet 2015- « Le Comité Parlementaire britannique pour un Iran Libre (British Parliamentary Committee for Iran Freedom, [BPCIF](#)) a vivement critiqué la semaine dernière le gouvernement irakien pour avoir ordonné à ses forces d'empêcher l'entrée de biens, de carburant, et d'éléments de fosses septiques à un camp de réfugiés iraniens à l'aéroport de Bagdad. Le Camp Liberty, une ancienne base militaire américaine, est le camp qui héberge 3 000 membres du groupe d'opposition iranien l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI) », écrit l'hebdomadaire chrétien [Church Times](#).

« Les Moudjahidine affirment que l'ordre de bloquer l'entrée aux ravitaillements et aux équipements vient du Conseiller irakien à la Sécurité Nationale, Faleh Fayaz. Les températures à Bagdad la semaine dernière étaient proche de 50°C, incitant le gouvernement irakien à fermer toutes les institutions d'état pour une journée », écrivait vendredi l'hebdomadaire anglican.

« Néanmoins, les troupes qui gardent l'une des entrées de l'aéroport n'ont pas laissé passer les services vitaux destinés au Camp Liberty. Un porte-parole du Conseil National de la Résistance iranienne a affirmé que le carburant était nécessaire pour « faire marcher les groupes électrogènes qui fournissent les services de survie élémentaires. Les résidents souffrent de coups de chaleur dans les conteneurs en métal dans lesquels ils sont forcés de vivre actuellement », ajoute-t-il.

« Les députés et pairs ont prévenu que le camp était au bord d'une catastrophe humanitaire, et ont exhorté les États-Unis, l'Union Européenne et les Nations Unies à prendre des mesures immédiates dans le but d'abolir les "restrictions répressives pour les membres de l'opposition iranienne résidents au camp"».

Le BPCIF a également fait part de ses recommandations au gouvernement britannique pour une nouvelle politique, « soutenues par près de 100 députés de tous les principaux partis et par des membres de la Chambre des lords, qui requièrent une politique de fermeté envers l'Iran, et un soutien à l'opposition démocratique iranienne, la Conseil National de la Résistance iranienne », a ajouté le Church Times.

Parlementaire irakien : Les résidents du camp *Liberty* doivent être traités conformément au droit international

Le 26 juillet 2015- Le président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement d'Irak a déclaré que plusieurs milliers de membres du principal groupe d'opposition iranien, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), résidant actuellement dans le camp Liberty, près de Bagdad, devraient être traités conformément au droit international, a rapporté le site Internet palestinien «Donya al-Watan ».



Voici le texte intégral du rapport publié par « Donya al-Watan » :

M. Hassan Chuid Al-Hamdani, le président de la Commission des Affaires étrangères du parlement d'Irak, a déclaré que le traitement des membres du groupe d'opposition iranien, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) résidant au camp Liberty, doit être basé sur des principes juridiques.



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Al-Hamdani a déclaré que le traitement des réfugiés résidents au camp Liberty doivent être basé sur le droit et les conventions internationales et non pas sur des préférences personnelles. Ils ont un droit à la protection et aux soins humanitaires de base et ils doivent se conformer aux lois irakiennes aussi longtemps qu'ils restent en Irak.

Il a rejeté les rapport de certains médias selon qui il aurait appelé les membres de l'OMPI à quitter l'Irak.

Il a également rejeté les affirmations de certains médias selon qui il serait impliqué dans une tentative pour expulser les membres de l'OMPI de l'Irak ou dans des mesures contraires aux règles de l'ONU pour les expulser de ce pays.

« Les rapports sur ce sujet publiés récemment par les médias dans lesquels mon nom est évoqué sont faux et dépourvue de vérité », a déclaré M. Al-Hamdani.

Selon M. Al-Hamdani, les déclarations que certains médias lui ont attribuées font partie d'une guerre médiatique entre les différentes factions politiques « qui tentent de façonner les choses comme elles le désirent ».

« Dans la Commission des Affaires étrangères du Parlement d'Irak, nous nous évertuons à mettre en œuvre les lois et les conventions de l'ONU, notamment celles concernant les réfugiés et les étrangers résidant en Irak », a-t-il précisé.

Al-Hamdani a souligné que les droits humains des résidents du camp Liberty sont garantis par les lois et conventions de l'ONU, car ils ont été classés comme réfugiés par l'ONU.